

Salaires, création de postes, défense du Statut...

Le rapport de force est le seul moyen d'imposer
 un plan d'urgence pour l'Enseignement public et ses personnels :

Public, privé, tous en grève le 5 octobre !

Sommaire : L'allocation FO à la manifestation du 23 septembre p. 1-2 - Revue de presse La Provence, le Dauphiné Libéré, Radio Bleu Vaucluse



Ce que la Fédération FO de l'Enseignement revendique

**Allocution de la Fédération FO de l'Enseignement,
 devant la Direction Académique, le 23 septembre,
 dans le cadre de la mobilisation nationale à l'appel de FO, FSU, CGT Educ'Action et SUD Éducation.**

Tout d'abord, la Fédération FO de l'Enseignement (FNEC FP FO) remercie les personnels de l'Éducation Nationale venus aujourd'hui pour cette journée de grève et de mobilisation à l'appel de FO, FSU et SUD Éducation.

Le Ministre se vante d'une revalorisation historique pour les personnels de l'Éducation Nationale.
 De qui se moque-t-il ?

FO dénonce ces **pseudo-revalorisations indigentes** (de 57 euros à 29 euros par mois) sous forme de primes qui excluent près de 42 % des collègues enseignants, psychologues et CPE ainsi que tous les Administratifs, infirmiers, médecins scolaires... C'est tout simplement scandaleux et méprisant...

Face à l'augmentation des prix de consommation courante (alimentation, gaz, électricité, essence) et la baisse du pouvoir d'achat de nos salaires, alors que les profits et dividendes versés aux actionnaires s'envoient, FO revendique **l'augmentation du point d'indice à hauteur de 20%** et l'augmentation immédiate indiciaire de **183 euros pour tous**, comme les personnels hospitaliers.



FO revendique **un vrai salaire et un statut pour les AESH comme pour les AED**. Qui peut vivre avec un temps partiel imposé payé 828 euros net par mois en CDI ?

Un mois après la rentrée, dans le 1^{er} degré, **il manque une vingtaine d'enseignants dans le 1^{er} degré** du département pour pourvoir tous les postes, de nombreux collègues ne connaissant toujours pas leur complément de service. Cette situation ne peut durer d'avantage. FO revendique l'ouverture de la liste complémentaire pour **recruter des professeurs des écoles stagiaires et non des contractuels** comme l'an dernier.

Dans le second degré, les classes sont surchargées, montant à plus de 30 voire 35 élèves, ce qui n'empêche pas le ministère de continuer à supprimer des postes et à licencier massivement des professeurs contractuels. FO dénonce cette politique de management et revendique en urgence **la création de postes, le recrutement massif d'enseignants et le réemploi et la titularisation des contractuels licenciés**.

FO rappelle son opposition à **la réforme du lycée**.
 FO rappelle aussi sa position en défense de la voie professionnelle sous statut scolaire. Cela signifie pour nous, **le maintien et le développement d'établissements spécifiques, les lycées professionnels**.

.../...

A ce manque d'enseignants s'ajoute un nombre insuffisant de Titulaires Remplaçants (malgré la création à titre provisoire de 6 postes de remplaçants), d'infirmières, et de médecins scolaires, de maîtres spécialisés ainsi que de Psychologues.

Pour FO, concernant les collègues administratifs, il est urgent de créer **des postes statutaires** nécessaires pour améliorer les conditions de travail dégradées par **des milliers de suppressions de postes** subies depuis le début des années 2000 et l'explosion des nouvelles missions.



Alors que Ministère impose aux PsyEN, aux personnels de santé scolaire, et aux personnels affectés en établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) d'ici le 15 octobre la vaccination obligatoire sous peine d'être suspendu sans traitement, des centaines de collègues victimes d'une forme grave du COVID 19, n'ont **toujours aucune reconnaissance de maladie professionnelle**. C'est inacceptable.

FO n'acceptera pas qu'un seul collègue soumis à l'obligation vaccinale soit mis à pied.

FO n'acceptera **aucune sanction, aucune retenue de salaire**.

FO revendique la reconnaissance du COVID 19 comme **maladie professionnelle**.

FO dénonce la politique du Ministre qui veut instaurer un « **management** » digne des entreprises privées : gestion des remplaçants du 1er degré confiée à une start-up privée dans la Somme pour commencer, fusion des corps d'inspection, création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école, lettre de mission pour créer des fonctions d'enseignants-inspecteurs, enseignants-chefs d'établissement, renforcement de l'« accompagnement » PPCR (formation constellations), part variable en REP+ versée selon les résultats des établissements, accélération de la mise en place des services inter académiques, pilotage par l'évaluation d'établissement et d'école...

FO s'oppose au projet du gouvernement de **remplacer le Statut général des fonctionnaires par un Code de la Fonction publique**. FO rappelle qu'en 1946, la création du 1er statut, a protégé le fonctionnaire en le plaçant sous la protection d'une loi et non dans une relation contractuelle avec l'employeur (comme dans le privé). Cela a permis d'assurer la neutralité des services publics et l'égalité de traitement des usagers, la loi protégeant des changements politiques ou des pressions de certains lobbies.

C'est ce modèle qui permet d'éviter tout clientélisme et de garantir l'égalité des droits sur l'ensemble du territoire.

FO s'insurge contre la grave mise en cause du droit constitutionnel de grève par le président Macron qui a dénoncé lors de sa visite à Marseille les grèves des personnels municipaux des écoles... des propos indignes qui constituent, après les atteintes aux prérogatives des élus du personnel en matière de contrôle du mouvement et des promotions, une menace contre un droit fondamental des travailleurs qui ne font jamais grève par plaisir !

Pour conclure, pour FO, **le rapport de force est le seul moyen d'imposer un plan d'urgence pour l'Enseignement public et ses personnels**



- pour une augmentation du point d'indice à hauteur de 20% et une augmentation immédiate de 183 euros,
- pour la création de postes dans tous les corps de l'Éducation Nationale,
- pour le rétablissement des prérogatives des CAP en matière de promotions et de mutations et le maintien des CHSCT, remparts contre la politique de management et de privatisation que veut instaurer Blanquer,
- pour la défense du Statut général des fonctionnaires,

et c'est pourquoi nous serons dans **la mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre**.

Tous ensemble, public - privé, le 5 octobre, par la grève et les manifestations, à l'appel des confédérations CGT et FO, de l'Union syndicale Solidaires, de la FSU et des organisations de jeunesse FIDL, MNL, UNEF, UNL pour obtenir de meilleurs salaires, une meilleure protection sociale et pour défendre nos emplois et nos droits.

Le Dauphiné Libéré 23.09.2021

À Avignon, les profs descendent dans la rue

Ils réclament d'être entendus par leur ministre sur les questions des revalorisations salariales et des conditions de travail.

Par J-X.P.

Environ 120 personnes ont manifesté à l'appel d'une intersyndicale de l'enseignement.

Les enseignants sont en colère. Ils étaient environ 120, selon les chiffres de la police, à manifester jeudi 23 septembre à Avignon. Rassemblés cours Jean-Jaurès, à l'initiative dans le Vaucluse de FO, FSU et Sud, ils ont remonté la rue de la République jusqu'à la Direction académique rue Thiers.

Une délégation devait y être reçue afin de relayer les doléances « générales et locales » de l'intersyndicale.

« Il y a une surcharge des classes, des conditions de travail qui ne sont pas ce qu'elles devraient être, développe Marie-Antoinette Mosca, secrétaire départementale FO 84 pour les lycées et collèges. Il faudrait créer des postes et revaloriser les salaires. Et en face, on a un ministère qui supprime des postes et qui affiche du mépris à notre égard en nous adressant une fin de non-recevoir à nos demandes. »

Covid-19 et sécurité à Cavaillon

La rentrée 2021-2022 ne répond donc pas aux attentes des manifestants. La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas arrangé les choses, avec une « hybridation des cours entre présentiel et numérique ». « La Covid-19 est un accélérateur de la déréglementation du cadre national de l'école » estime Mme Mosca.

Plus localement, la question de la sécurité à Cavaillon inquiète également les instances syndicales avec le confinement des écoliers pendant deux heures mardi 21 septembre.

« Avec ce qu'il se passe au Docteur-Ayme, il y a de l'angoisse et de l'inquiétude chez les enseignants mais aussi chez les parents d'élèves de l'école primaire La Colline qui se trouve à proximité, indique Tanguy Langlet secrétaire fédéral FO. Une présence policière visible devant les écoles pourrait être une bonne chose. Avec le contexte actuel particulier, les situations peuvent se tendre avec certains parents. On demande des actes et un soutien sans faille de notre ministère. »

La Provence 24.09.2021

Besoin de moyens humains et financiers

Ils n'étaient pas très nombreux - quelque 300 personnels de l'Éducation nationale -, à manifester à Avignon pour réclamer plus de moyens. Une délégation a pu transmettre les principales revendications au directeur académique adjoint et au secrétaire général.

À l'appel de la FSU, de FO, de Sud et de la CGT, ils ont voulu faire entendre leur ras-le-bol. Tous dénoncent les "mensonges" de Jean-Michel Blanquer et d'abord celui de "la revalorisation historique" des salaires, qui ne concerne qu'environ la moitié des personnels, ce que regrettent unanimement les syndicats. "Cela représente des augmentations allant de 29 à 57 euros par mois", a compté FO, qui par conséquent, demande, "l'augmentation de 20% du point d'indice".

Les grévistes dénoncent aussi le manque de moyens "humains et matériels". "La crise sanitaire aurait dû engendrer des créations massives de postes", estime la FSU. Il n'en est rien et dans le Vaucluse par exemple, "il manque l'équivalent de 20

postes dans le premier degré", assure FO. Les enseignants ont appris qu'une "autorisation de recrutement de dix stagiaires sur liste complémentaire" avait été accordée. "Cela ne représente que cinq postes, puis qu'ils ne travaillent qu'à mi-temps", nuance Nicolas Odinot, de la FSU, qui a pris part à l'audience à l'Inspection académique. Le statut et la rémunération des Aesh, qui accompagnent les élèves en situation de handicap, ont longtemps été évoqués. Ces recrutements, les grévistes les souhaitent via "des emplois statutaires" et sans "contrats précaires", refusant aussi le "recours aux heures supplémentaires".

Enfin, ils dénoncent "la casse du bac", plaident pour le maintien des épreuves nationales, à l'opposé de la réforme en cours. Dernier point : la crainte de leur perte de liberté pédagogique, alors que le ministère veut un recentrage sur les fondamentaux et annonce des moyens de contrôle des enseignants et de leurs pratiques.

A.B.Y.

**Tous en grève le 5 octobre ! Manifestation à Avignon :
départ à 10h30 cours Jean Jaurès (Cité administrative).**

France bleu Vaucluse 22.09.2021

Grève des enseignants en Vaucluse pour obtenir des postes supplémentaires et une revalorisation des salaires

Mercredi 22 septembre 2021 à 16:00 -
Par Philippe Paupert, France Bleu Vaucluse

Les enseignants de Vaucluse sont en grève jeudi pour dénoncer le manque de postes en Vaucluse. Ils dénoncent les classes surchargées, le manque de remplaçants et de professeurs. Ils manifestent à Avignon à 10h30.

Les enseignants sont en grève jeudi 23 septembre, premier mouvement de mobilisation depuis la rentrée. Les syndicats CGT, FO, FSU et Sud dénoncent les suppressions de postes et réclament un plan d'urgence. Les syndicats dénoncent le **manque d'enseignants** en Vaucluse, des classes primaires jusqu'au professeur de philosophie en lycée.

Ils réclament aussi une **revalorisation des salaires** des enseignants.

Un cortège intersyndical traversera Avignon ce jeudi matin. Départ 10h30 devant la cité administrative pour aller devant les locaux de l'Éducation nationale rue Thiers.

Manque d'enseignants en collège et lycée en Vaucluse

Marie Antoinette Mosca, de FO Education, dénonce le manque de postes en collège et lycée en Vaucluse : *"nous avons demandé des dédoublements de classe pour une rentrée 'normale' selon le terme du ministre mais il n'y a pas de rentrée normale. Rien ne va. C'est un sentiment de ras-le-bol car les classes sont surchargées avec des classes de 6e à plus de 30 élèves, des professeurs de philosophie sont absents dans certains lycées de Vaucluse : nous sommes confrontés à un manque criant de remplaçants."*

Tanguy Langlet, de FO Éducation, s'interroge sur ce manque de remplaçants : *"que va-t-il se passer quand il y aura une épidémie de grippe ou de gastro-entérite ? On va être dans une **situation dramatique qui va pénaliser les élèves et mettre dans l'embarras les parents d'élèves**".*

Augmenter les salaires et recruter des enseignants

Le Snuipp-FSU sera dans le cortège jeudi à Avignon. Nicolas Odinet demande au gouvernement de recruter rapidement des enseignants supplémentaires, en faisant appel notamment aux enseignants sur liste complémentaire. Il insiste pour **que des remplaçants soient nommés pour assister les directeurs d'école**. Le Snuipp préconise *"maximum 25 élèves par classe alors qu'en Vaucluse, on compte jusqu'à 28 élèves dans certaines classes de CE2"*

Au moment le gouvernement prépare son prochain budget, le Snuipp-FSU demande des recrutements et des augmentations de salaires. FO Education réclame *"une **hausse du point d'indice de 20%** et comme l'ont obtenu les salariés du secteur hospitalier une hausse de 183 euros immédiate"*.

Une autre mobilisation intersyndicale est prévue le 5 octobre pour une revalorisation des salaires de la fonction publique.

	Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle FNEC FP - FORCE OUVRIÈRE section de Vaucluse Bourse du travail Claude Jenet - 20, avenue Monclar - BP 80010 - 84004 AVIGNON cedex 01 tél. 06 76 84 41 28 fnecfpfo84@gmail.com
---	---